



SERVICE DE L'ARCHITECTURE : LA NOUVELLE ORGANISATION DE LA SDESRA À LA PEINE

La réorganisation de la Sous-direction de l'enseignement supérieur et de la recherche (SDESRA) au sein du Service de l'architecture suscite de nombreuses inquiétudes partagées par les agent·e·s. Aujourd'hui, force est de constater que certaines lacunes persistent et impactent significativement la dynamique de son fonctionnement au quotidien.

Initialement présentée comme une avancée, cette réorganisation visait à instaurer une mission de la tutelle territoriale et regrouper les enseignements et la recherche au sein d'un même bureau sans effectif supplémentaire. Lors du vote en comité technique d'administration Centrale (CT-AC) d'octobre 2022, nos réserves avaient été évoquées et toutes les organisations syndicales s'étaient abstenues lors du vote, dans l'attente d'éclaircissements et d'améliorations.

Or cette nouvelle organisation peine à atteindre ses objectifs et malheureusement un an après, plusieurs points demeurent en suspens. Bien que les 5 chargé·e·s de tutelle soient actuellement tous recruté·e·s, les agent·e·s continuent à attendre des réponses claires concernant l'articulation des missions du bureau des enseignements et de la recherche (BER), du bureau de la coordination et du pilotage des écoles (BCPRE) et la nouvelle mission de la tutelle. De plus, les relations entre la SDESRA, la délégation générale à la transmission, aux territoires et à la démocratie culturelle (DG2TDC), les DRAC et les écoles, et les collectivités demeurent floues.

D'année en année, les effectifs de la sous-direction diminuent sensiblement et certain·e·s collègues s'inquiètent du désengagement visible de l'administration centrale vis-à-vis des écoles.

Nous demeurons également préoccupé·e·s par l'absence de coordination effective des actions des deux sous-directions du service de l'architecture permettant de mettre en œuvre une réelle politique nationale de l'architecture. La réunion de rentrée en septembre avait promis des réunions régulières tous les deux mois, mais les anciennes préoccupations persistent.

Aujourd'hui, nous soulignons donc plusieurs sujets de préoccupation :

1. Le manque de cohésion et de coordination au sein de la SDESRA et entre la SDESRA et la sous-direction de l'architecture, de la qualité de la construction et du cadre de vie (SDAQCCV).

2. L'absence des chargé·e·s de tutelle au CSA commun aux ENSA et dans les CSA locaux.
3. Des liens insuffisants et peu transparents avec la DG2TDC.
4. L'absence d'une vision claire et de présentation d'axes de travail.
5. Des problèmes concernant les outils, tels que les droits d'accès aux répertoires, les documents et les tableaux de bord communs.
6. La faible implication et participation des agent·e·s du service dans la réflexion sur la Stratégie Nationale de l'Architecture (SNA2).

Face à ces constats, il est impératif d'agir. Nous pressons la cheffe de service de l'architecture à prioriser l'amélioration des collaborations entre les sous-directions. Nous demandons un plan d'actions concrètes pour résoudre les difficultés observées.

Nous accueillons favorablement l'engagement du sous-directeur pris lors de la réunion intermédiaire d'octobre 2023 à travailler sur l'articulation des missions des différentes entités de la SDESRA en interne et avec ses réseaux et à présenter un premier point d'étape sur son fonctionnement lors du CSA-AC du 21 novembre prochain.

Nous restons engagés·e·s à suivre de près l'évolution de la situation et à travailler de concert avec les agent·e·s et les instances des écoles pour parvenir à des solutions plus satisfaisantes. La qualité du service public de l'architecture en dépend.

Paris, le 10 novembre 2023